



## **Note d'information sur la Journée mondiale de l'alimentation/TeleFood 2008**

### **La Sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies**

Le changement climatique nous concerne tous, mais il frappera plus durement les centaines de millions de petits agriculteurs et de petits pêcheurs ainsi que les populations dépendant des forêts, déjà vulnérables et victimes d'insécurité alimentaire. En influant sur les disponibilités en terre et en eau, sur la biodiversité ainsi que sur le prix des denrées alimentaires, la demande croissante de biocarburants produits à partir de cultures vivrières a, elle aussi, un impact sur les pauvres.

La Journée mondiale de l'alimentation offre une fois encore l'occasion d'attirer l'attention sur les souffrances des 862 millions de personnes sous-alimentées que compte la planète. La plupart d'entre elles vivent en milieu rural où le secteur agricole constitue leur principale source de revenu. Les progrès vers la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation qui consiste à réduire de moitié leur nombre d'ici 2015 ont déjà marqué le pas. Désormais, le réchauffement de la planète et l'essor des biocarburants menacent d'accroître encore le nombre des affamés dans les décennies à venir.

#### Adaptation au changement climatique

Le changement climatique affectera l'adéquation des terres aux différentes formes d'utilisation: cultures, élevage, pisciculture et pâturage. Il aura aussi un impact sur la santé et la productivité des forêts, l'incidence des ravageurs et des maladies, la biodiversité et les écosystèmes. La modification graduelle des températures et des précipitations ainsi que la fréquence accrue des phénomènes climatiques extrêmes devraient se traduire par des baisses de la production végétale et animale, ainsi que par d'autres pertes de biens, qui compromettront non seulement la production vivrière mais aussi l'accès à la nourriture, la stabilité et l'utilisation des ressources alimentaires.

De nombreuses mesures d'adaptation viseront à renforcer des mesures existantes, comme les pratiques culturelles durables et écologiques, les systèmes d'alerte rapide, les dispositifs destinés à détecter les « points chauds » du changement climatique et la gestion des risques de catastrophes. D'autres seront centrées sur l'investissement rural dans l'optique de réduire les effets à long terme sur la sécurité alimentaire de la variabilité du climat dans le court terme, au moyen de l'assurance-récolte et d'incitations qui encouragent les agriculteurs à adopter de meilleures pratiques culturelles et des modes d'utilisation des terres plus rationnels.

L'agriculture devrait contribuer à diminuer les émissions de gaz à effet de serre par des mesures telles que la réduction de la déforestation, l'amélioration de la conservation et de la gestion des forêts, une meilleure maîtrise des incendies de forêt, la promotion de l'agroforesterie à vocation alimentaire et énergétique, la fixation du carbone dans le sol, la remise en état des terres par le pâturage contrôlé, l'amélioration de la nutrition des ruminants, une gestion plus efficace des déchets animaux, y compris la récupération du biogaz, et d'autres stratégies qui favorisent la préservation des ressources en eau et en sol en améliorant leur qualité, les disponibilités et l'efficacité de leur utilisation. Le recours aux biocarburants en tant que solution pour réduire à la fois les émissions de carbone et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles a des incidences capitales sur la sécurité alimentaire ainsi que sur l'utilisation actuelle et future des terres.

#### Terre

Le changement climatique menace de déraciner de nombreuses communautés rurales. Ainsi la montée du niveau des mers pourrait contraindre un grand nombre de communautés de pays en développement vivant sur les basses terres côtières et dans les deltas de fleuves à se replier sur des zones plus élevées. De même, les sécheresses de plus en plus fréquentes provoquées par le changement climatique peuvent engendrer des conflits au sujet des terres et de l'eau entre agriculteurs et éleveurs qui dépendent des précipitations pour leurs cultures et leur cheptel. Les déplacements de population générés par ces phénomènes ont toute chance d'entraîner une rivalité entre migrants et communautés établies pour l'accès à la terre. C'est pour les gouvernements à tous les échelons une entreprise redoutable que de concilier les diverses utilisations de la terre. Lorsque les droits fonciers sont informels et que différents systèmes coutumiers coexistent, les autorités devront travailler, en étroite collaboration avec les communautés locales, à établir des régimes fonciers justes et équitables ainsi qu'à mettre en place des mécanismes pour résoudre les litiges. Pour de nombreuses communautés déplacées, perpétuer les traditions culturelles et pastorales pourrait s'avérer impossible. Les politiques foncières visant à faciliter la réinstallation devront s'intégrer dans un programme plus vaste offrant aux personnes déplacées des possibilités de gagner leur vie en dehors du secteur agricole.

#### Eau

Avec le changement climatique, les agriculteurs seront confrontés à l'imprévisibilité et à la variabilité croissantes des ressources en eau ainsi qu'à une plus grande fréquence des sécheresses et des inondations. Le coup le plus dur sera porté à l'agriculture pluviale, qui occupe 96 pour cent de toutes les superficies cultivées en Afrique subsaharienne, 87 pour cent en Amérique du Sud et 61 pour cent en Asie. Dans les zones semi-arides marginales sujettes à des saisons sèches prolongées, le risque de mauvaises récoltes augmentera. Si la stabilité de la production ne peut être assurée, la population sera condamnée à migrer.

Mais l'irrigation dans les grands bassins fluviaux et les deltas est aussi menacée par les effets conjugués de la réduction du ruissellement, de la salinité (Indus), de la plus grande fréquence des inondations et de la montée du niveau des mers (Nil, Gange-Brahmapoutre, Mékong, Yangtsé), ainsi que de la pollution urbaine et industrielle. Ces pressions exercées sur certaines des principales terres productives entraîneront une baisse du rendement agricole, de la biodiversité et de la capacité naturelle de régénération des écosystèmes, avec d'éventuelles répercussions négatives sur des millions d'agriculteurs et de consommateurs du monde entier à mesure que la situation des approvisionnements alimentaires devient plus précaire. Dans les zones où l'on projette une baisse des précipitations, il faudra améliorer le stockage, la gestion et la productivité de l'eau.

Les grands périmètres d'irrigation devront être adaptés à l'altération des régimes d'alimentation hydrique et il sera nécessaire d'appuyer des mesures de maîtrise de l'eau à petite échelle au niveau des parcelles.

### Biodiversité

D'après les estimations de l'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire, réalisée en 2005, le changement climatique sera à la fin de ce siècle la principale cause de la perte de biodiversité. Mais à mesure que le climat change, l'importance de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture ira croissant. Les ressources génétiques sont la matière vivante qui sert aux communautés locales, aux chercheurs et aux sélectionneurs pour adapter la production vivrière et agricole à l'évolution des besoins. C'est en préservant et en exploitant ce réservoir de diversité génétique que l'on pourra s'adapter au changement climatique.

### Ravageurs et maladies transfrontières

S'il est désormais clairement démontré que le changement climatique modifie la répartition des ravageurs et des maladies des plantes et des animaux, il est difficile de prévoir les pleins effets de cette évolution. Les changements de température, d'humidité et de teneur en gaz dans l'atmosphère peuvent accélérer la croissance et la génération de certaines plantes, champignons et insectes, modifiant les interactions entre les ravageurs, leurs ennemis naturels et leurs hôtes. Les altérations du couvert végétal, telles que le déboisement ou la désertification, peuvent rendre les plantes et les animaux qui subsistent plus vulnérables aux ravageurs et aux maladies. Il faut mettre au point de nouvelles pratiques agricoles, cultures et races animales ainsi que des principes de protection intégrée pour aider à enrayer la prolifération des ravageurs. Certains pays devront probablement envisager l'introduction d'agents de lutte biologique ou de nouvelles cultures et races résistantes aux ravageurs et aux maladies. Les gouvernements devront aussi s'attacher en priorité à renforcer leurs services de santé animale et végétale.

### Pêches et aquaculture

Le changement climatique se répercutera sur les populations dépendantes de la pêche et de l'aquaculture, car les coûts de production et de commercialisation augmenteront, le pouvoir d'achat et les exportations diminueront et les dangers liés aux intempéries s'intensifieront. Les petites communautés de pêche de certaines zones seront confrontées à des incertitudes grandissantes à mesure que la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation des réserves alimentaires aquatiques diminuent et que les opportunités de travail se raréfient. Représentant actuellement 45 pour cent de la consommation mondiale des produits de la mer, la production aquicole poursuivra son essor pour satisfaire la demande future. Là, le changement climatique offre de nouvelles opportunités. La production dans les régions plus chaudes a de fortes chances de progresser grâce à de meilleurs taux de croissance, à une longue période de croissance et à la disponibilité de nouvelles zones de pisciculture, autrefois trop froides. Les possibilités de développement de l'aquaculture augmenteront donc dans certaines zones, notamment dans les régions tropicales et subtropicales, comme en Afrique et en Amérique latine.

### Gestion des risques

Il y a beaucoup à faire dans l'immédiat et au cours des prochaines décennies pour atténuer les pires effets du réchauffement de la planète. Notamment:

- élaborer des modèles climatiques qui permettent de mieux comprendre comment le changement climatique influe sur l'agriculture et la foresterie à l'échelon local afin d'être mieux préparé à ses effets;
- diversifier les moyens d'existence et adapter les pratiques agricoles, halieutiques et forestières en encourageant une meilleure gestion de l'eau, la conservation des sols, l'adoption de cultures et d'arbres résilients;
- perfectionner et élargir les prévisions météorologiques et climatiques;
- améliorer les systèmes d'alerte rapide;
- développer la gestion des risques de catastrophes.

Pour mieux s'adapter aux impacts du changement climatique, il faut:

- ajuster tous les plans d'affectation des terres, les programmes de sécurité alimentaire, les politiques relatives aux pêches et aux forêts;
- procéder à des analyses de coûts-avantages tenant compte des risques liés au changement climatique pour l'irrigation ou la protection du littoral;
- promouvoir les meilleures pratiques agricoles par le renforcement des capacités et le travail en réseau;
- appuyer la mise en œuvre des programmes d'action nationaux d'adaptation au changement climatique;
- élaborer des plans d'urgence fondés sur les nouveaux scénarios de risques.

Le siège de la FAO, a accueilli la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, du 3 au 5 juin 2008. 181 pays y ont été représentés, dont 43 par leur chef d'Etat ou de gouvernement, et 100 au niveau ministériel. Au total, on a compté 5 159 personnes dont 1 300 journalistes. Le Sommet de la FAO s'est conclu par l'adoption, par consensus, d'une déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale. « *Il est essentiel de traiter la question fondamentale de savoir comment accroître la capacité de récupération des actuels systèmes de production vivrière face aux défis du changement climatique... Nous demandons instamment aux gouvernements d'attribuer la priorité qui s'impose aux secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, afin de créer des conditions permettant aux petits agriculteurs et aux pêcheurs du monde, y compris des populations autochtones, en particulier dans les zones vulnérables, de participer, en profitant, aux mécanismes financiers et aux flux d'investissement à l'appui de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies... Nous demandons aux organisations intergouvernementales compétentes, et notamment la FAO, dans le cadre de leur mandat et de leur domaine de compétence, et avec la participation des gouvernements nationaux, des partenariats, du secteur privé et de la société civile, de stimuler un dialogue international cohérent efficace et fondé sur les résultats, au sujet des biocarburants, dans le contexte de la sécurité alimentaire et des besoins en matière de développement durable* ».